



Travola **Strozzi**, *Le port de Naples* (peinture XVe)

Les structures du quotidien : le possible et l'impossible

Le poids du nombre

Les hommes et les choses. La différence immédiatement perceptible entre les humanités d'aujourd'hui et celles d'avant 1800, c'est leur nombre et la récente et extraordinaire montée des effectifs. Le nombre des hommes est autant cause que conséquence du progrès matériel. Malgré la difficulté d'établir des chiffres précis, il semble que flux et reflux soient identifiables et qu'ils changent tout de la vie matérielle et économique. Plus intéressant encore, ces fluctuations se produisent aux mêmes époques partout dans le monde. L'une des structures les plus nettes de la période envisagée est l'égalité Chine – Europe (Europe * 4 ou 5 = population du monde). Sur la période, la population aurait doublé, et si nombre d'explications sont partiellement valables, Braudel sort de l'eurocentrisme puisque les progrès sont les mêmes en Chine notamment : les territoires se sont colonisés eux-mêmes sous l'impulsion de la hausse de la population, sous les rythmes du climat ? Braudel dispose alors d'une échelle de référence des peuplements, qui permet de mieux appréhender les importances des villes, des armées, mais aussi de dégager des zones de peuplement suivant les densités qui figent de manière surprenante les civilisations, qui montrent que le monde entier était reconnu avant le triomphe européen. De ces conquêtes, l'histoire des bêtes est révélatrice.

Un régime biologique s'achève aussi bien en Europe qu'en Chine au XVIIIe : famines, épidémies... La lutte des hommes se poursuit (macroparasitisme et microparasitisme), mais de manière différente. Impossible de passer sous silence la victoire des nombreux contre les faibles, les barbares, les nomades et les conquêtes d'espaces en résultant, qui provoquent à leur tour des résistances de cultures. Ici réside l'explication principale de la vie matérielle, le nombre, la guerre a eu son mot à dire et sans cela, les échanges perdent leur sens (ils sont en effet souvent inégaux).

Ainsi les hommes apparaissent divisés en grandes masses inégalement armées face à la vie quotidienne, comme à l'intérieur de ces masses sont inégalement armés les individus.

Le pain de chaque jour

Alimentation essentiellement végétale, surtout pour l'Asie, puisque à surface égale, quand une économie se décide d'après l'arithmétique des calories, l'agriculture l'emporte sur l'élevage, permettant alors de nourrir les foules en spectaculaire progression. Chaque progression accentue le recours au végétal. *Der Mensch ist was er isst*. Depuis la révolution néolithique s'opposent les rares mangeurs de viande et les innombrables de végétaux. Plus de courage chez ceux qui se nourrissent de viande ? Les céréales sont ultra-majoritaires et font la fortune de leurs civilisations respectives (blé, riz, maïs), chacune de ces plantes organisant la vie matérielle et même psychique des hommes jusqu'à devenir structures irréversibles ?

Le blé, l'Occident, mais pas seulement. Il y en a différentes qualités, et est complété par des céréales supplétives, mais cela ne crée pas l'abondance : les pénuries sont chroniques. En gros, le nord de l'Europe divise les temps d'assolements en 3, le sud en 2. Il y a contraste et complémentarité entre régions riches en bétail et pauvres en blé, et celles inversement : le déterminisme végétal est donc celui de l'herbe et du blé, non du blé tout seul. Les rendements sont très faibles, même si variés et en augmentation sur la période. Pour limiter les catastrophes, il y a donc besoin de recourir au commerce du blé, important mais représentant une bien faible part de la consommation. En cas de pénurie, les villes se plaignent mais les campagnes sont bien plus exposées, et les bourgeoisies urbaines sont de plus en plus féroces. Les pauvres doivent donc se rabattre sur les céréales secondaires. Le blé est roi, que son prix soit en crue et c'est la menace de partout, que la récolte soit bonne (bien plus rare) et cela est vécu comme une bénédiction.

Le riz, l'Asie, encore plus tyrannique que le blé. Le riz nourrit à plus de 80% contre 60% pour le blé. Il exige bien plus de manipulations humaines. Les rizières occupent de très faibles espaces, en dehors, il y a un riz de culture sèche, quotidien des pauvres. L'eau est la clé, un grand capital humain est exigé, un suréquipement, donc un Etat lui-même suréquipé, des villages resserrés, des contraintes collectives fortes. La gloire du riz, c'est la seconde récolte depuis le XI^e siècle. Conséquences : peuplement resserré et nombreux (forte productivité), mais du coup un abandon des montagnes et la perte du coup d'une importante énergie animale par rapport à l'Europe. Le riz ne peut d'ailleurs répondre à la surcharge démographique au XVIII^e : il n'est pas seul responsable des famines, mais permet cette situation.

Le maïs, les Amériques, puis le monde. C'est une plante « miraculeuse » tant il se forme vite et est comestible avant d'être mûr, les rendements sont très forts pour de faibles efforts. Il aboutit à des Etats tyranniques pour lesquels les campagnes font des travaux à l'égyptienne. Sans le maïs, pas de pyramides mayas ou aztèques possibles. Mais il n'est pas toujours à portée de main.

Ces plantes voyagent et si la population du monde augmente, c'est aussi *en partie* parce que les cultures nouvelles permettent un accroissement des productions vivrières, malgré les résistances culturelles : ainsi le maïs et plus encore la pomme de terre en Europe. Ces 3 plantes dominantes ne s'adjugent finalement qu'une petite partie du monde (celle des peuplements denses). Reste la bande de la houe que l'on retrouve aujourd'hui et qui est donc un trait ancien, marquant une humanité assez homogène (malgré les variations locales) et de moins en moins à l'abri des contaminations. Et les primitifs ? L'aventure humaine est une : diachronie et synchronie se rejoignent : la révolution agricole ne s'est pas faite en un jour : il reste des hommes à la houe et même des primitifs protégés par des espaces inhospitaliers.

Le superflu et l'ordinaire : nourritures et boissons

Que l'on quitte ces plantes dominantes et tout se complique encore : se côtoient alors l'ordinaire et le superflu, le besoin et le luxe. Jamais la frontière n'est claire, sans cesse traversée

selon les époques, les pays, les civilisations. La constante, en revanche, c'est la « comédie sociale » dont le luxe est l'enjeu : rareté et vanité, certes, mais aussi rêve un jour atteint par les pauvres, il perd alors son éclat et se transfère, comme si les riches préparaient les plaisirs dont les masses s'empareront tôt ou tard. Faut-il voir dans la conquête du luxe la source du premier capitalisme occidental ? Mais un *certain* luxe de cour est certainement resté une utilisation anti-économique et injuste des surplus d'une société limitée en croissance, favorisant des organisations sociales d'exploitation des multitudes.

En Europe, le luxe est assez tardif (cuisine raffinée fin XVe) par rapport au reste du Vieux Monde. De grandes fresques semblent impressionnantes mais la quantité l'emporte sur la qualité. La viande ne semble pas l'apanage des riches. Elle est plus abondante à mesure que l'on recule vers le Moyen-âge : la période faste restant 1350-1550 (« période de vie *individuelle* heureuse »). Après, l'homme peuplant les espaces, le gibier se fait plus rare et ce jusqu'au milieu du XIXe. Bien que diminuée, l'Europe reste privilégiée de ce point de vue. Quant au savoir-vivre, il est lent à s'établir (c'est le cas de le dire), mais le raffinement prend place.

Le quotidien : universel avec le sel, mais pas avec les laitages et les œufs (exception chinoise alors qu'ils se consomment très largement en Occident, posant des problèmes de ravitaillement). La mer est importante (166 jours de jeûne en chrétienté) mais aurait pu l'être bien davantage si non ignorée par certaines civilisations (Nouveau Monde, Chine, ...) : la pêche à la morue en Terre-Neuve dès fin XVe fut une révolution, l'Europe s'est jetée sur cette manne servant de nourriture de carême ou des pauvres. Pour rompre la monotonie, les épices occupèrent une place centrale : c'est le cas du poivre qui perd pourtant de sa vogue après 1650 : les épices, en gagnant en abondance et en baissant de prix, ont vu leur usage se restreindre pourtant. Faut-il y voir la diversification des légumes et des nouveaux luxes ? Reste la question du sucre, dont la révolution se montre très lente et la pénétration très inégale, mais pourtant bien réelle.

Les boissons et dopants servent d'évasion depuis toujours mais – que ce soit l'alcoolisme, les excitants ou le tabac – connaissent une véritable expansion. L'eau, d'abord, et son adduction : un vrai problème, notamment avant les pompes (fin XVIIIe) amenées à remplacer les porteurs. Le vin produit au sud d'une ligne Loire – Crimée et consommé partout en Europe va suivre les Européens dans le monde, se heurtant à l'Islam et à la Chine. Le thé de Chine va gagner le nord de l'Europe et l'Islam qui ignorent la vigne : ces plantes de civilisations s'excluent-elles ? Intéressant également la dialectique de progression du vin et de la bière en Europe : la conjoncture est bonne et le vin progresse, mauvaise et la bière gagne du terrain, celle-ci étant alors aussi une boisson des pauvres. L'alcool (eau-de-vie, ...) ne s'impose que très tardivement en Europe, vulgarisé au XVIIIe : excitant quotidien, source de calories, luxe facile d'accès aux conséquences brutales et l'Etat y trouvera son compte. Chacune des civilisations a trouvé sa ou ses solutions au problème de la boisson, sans que l'on puisse établir une priorité pour l'Occident, la Chine, la Perse peut-être ? Le chocolat américain et le café arabe s'ajoutent à la liste des boissons dont le succès se fait grandissant, malgré les diatribes de moralistes. En fait, toute civilisation a besoin de ces luxes alimentaires, dopants, stimulants, cela s'accumule pour la période (tabac), certainement du fait de l'aggravation des difficultés alimentaires (besoin de compensation).

Le superflu et l'ordinaire : l'habitat, le vêtement et la mode

Logement et vêtement sont aussi l'occasion de mesurer la part de luxe et de confronter les civilisations entre elles, leurs choix s'avérant différents. Car si les hommes doivent se loger et s'habiller, les manières de faire sont révélatrices de choix de civilisation. Pourtant, si la maison dure et témoigne des lenteurs des civilisations, conservatrices, le vêtement lui est potentiellement plus rapide à évoluer. Les images manquent d'ailleurs pour les civilisations non européennes dont l'habitat semble intemporel. Tout change au XVIIe avec la grande ville et une séparation de l'habitat des riches de celui des pauvres. Il y a une sorte de colonisation urbaine, évidente en Europe, partout présente. L'intérieur est révélateur par ses changements : la pauvreté individuelle ou civilisationnelle

étant synonymes de continuité. Seul l'Occident connaît donc un changement ininterrompu. La misère est omniprésente, et la règle est celle du dénuement intérieur des maisons des pauvres. Seconde règle : les civilisations traditionnelles évoluent peu et seule la chinoise est assez riche en ameublements. Le mobilier chinois est d'ailleurs double, depuis l'invasion tartare, un peu comme le mobilier d'Espagne était double, portant les traces de l'Islam. En Occident, le mobilier témoigne du mouvement économique et culturel du progrès, des Lumières : il est multiple, concurrencé, évolutif. Alors que les temps sont durs, l'habitat semble se refermer. Et puis, devant la course au luxe, la préciosité l'emporte sur le grandiose dans l'Europe du XVIIIe.

Plus la société bouge, et plus le vêtement change, c'est ainsi qu'une grande stabilité se remarque en dehors d'Europe. Egalement, s'il n'y avait que des pauvres, il n'y aurait pas de changement. On comprend alors que l'Europe des riches aie connu une folie de la mode, longue à s'installer il est vrai (grand changement vers 1350). L'Europe est disloquée et le leadership vestimentaire est disputé, mais restera toujours multicolore jusqu'au XIXe : costume espagnol au XVIe, français au XVIIe... Les querelles fondent en quelque sorte la famille européenne. Tout s'emballe au XVIIIe, signe des élans, des possibilités, des joies de vivre ? De fait, il y a montée sociale, progrès matériel, et donc envie des plus riches de se démarquer du peloton, ainsi que des poursuivants de rejoindre l'échappée : c'est la course effrénée. L'immobilité est du côté de la majorité, le mouvement de la minorité. Les virevoltes de la mode le disent : la synchronie (différences entre civilisations) et la diachronie (évolutions dans chacune des civilisations) se rejoignent. Le luxe fascine les sociétés, s'il ne promeut pas l'économie...

La diffusion des techniques : sources d'énergie et métallurgie

On pourrait confondre l'histoire avec la technique, mais la société a toujours eu son mot à dire dans les évolutions : il y a *inventio*, puis *usurpatio* quand réceptivité de la société. La technique est donc à la fois le *possible* et le *plafond*. Le possible n'est jamais pleinement utilisé, mais vient à crever le plafond, alors il y a vive accélération.

Le problème-clé est celui des sources d'énergies. C'est d'abord le moteur humain, et la condition du progrès est d'abord un équilibre raisonnable entre le travail omniprésent de l'homme et les sources d'énergies de remplacement. En Chine et plus encore en Inde et Afrique Noire, l'homme est sur-utilisé, ce qui bloque le progrès, qui part donc d'une certaine valorisation de l'homme. Le premier remplacement vient des animaux domestiques. Alors que le lama est le seul héritage amérindien pour le Nouveau Monde, c'est plus compliqué pour l'Ancien Monde : chameaux / dromadaires, bœufs, chevaux notamment dont la répartition est très inégale (peu en Chine, moins encore en Inde ou en Afrique Noire ; aristocratie animalière en Islam, lentement développé en Europe mais allant jusqu'à provoquer les « embarras » de Paris.

Du XIe au XIIIe, révolution mécanique de l'Occident : moulin à vent et d'abord et surtout moulin à eau. Les villes s'en emparent au XVIIIe. Certainement venu d'Iran, l'innovation géniale occidentale est de redresser la roue dans le plan vertical

Le bois est omniprésent sur notre période. Et c'est l'Europe qui en est le mieux pourvu, au contraire de l'Islam et même de la Chine. Et c'est important si l'on considère que le charbon de terre ne l'emporte que très tard, vers le XIXe, pourtant connu très tôt, ce qui est un bel exemple d'inertie vis-à-vis de la nouveauté. La Chine de ce point de vue était très en avance (depuis des millénaires) mais n'a pas utilisé systématiquement le coke alors qu'il est *probable* qu'elle en avait la connaissance depuis le XIIIe : si cela était sûr, il serait bien malheureux d'avoir laissé la révolution industrielle à l'Angleterre du XIXe !

Quoiqu'il en soit, force humaine et animale, bois à brûler sont largement en tête du bilan énergétique, ce qui s'explique par le fait que l'énergie ne se transportait pas, donc une infime partie seulement du travail n'atteignait les moulins. Mais, avant la révolution industrielle, il y a eu un stade préalable : accumulation de découvertes, de progrès techniques pas toujours perceptibles, évolution puis révolution donc.

Et finalement, le fer est un parent pauvre, la production est très modeste, on est loin de l' « événement des événements ». C'est la Chine qui est la plus précoce avec la fonte du fer vers le Ve siècle avant J.-C. et *peut-être* (donc) la fonte du minerai de coke au XIIIe. Ce serait de cette précocité, transmise par l'Inde, que le sabre des horde asiatiques permis à celles-ci de déferler sur l'Europe médiévale. Mais après le XIIIe, la Chine ne progresse plus, et cela reste difficile à expliquer. Du XIe au XVe en revanche, l'Europe progresse, elle, même si elle reste donc sous le règne du bois omniprésent pour l'époque.

Révolutions et retards techniques

C'est donc un constat de lourdeur, de lenteur pour que les innovations se faufilent. Artillerie, imprimerie et navigation hauturière sont les révolutions du XVe au XVIIIe, mais d'une grande lenteur. Surtout, seule la dernière a créé une asymétrie du monde, alors que jusque là, tout se diffusait partout. Mais même alors, les transport restent désespérément lents, l'Ancien Régime n'est pas aboli, juste altéré.

La poudre à canon a bel et bien été inventée en Chine (IXe), les premières armes aussi (XIe) même si le premier canon daté est de 1356 et paraît contemporain de celui d'Occident (Crécy 1346). Le canon chinois semble début XVe surpasser l'europpéen, mais le rapport s'est inversé à la fin du siècle. L'artillerie devient alors mobile contre laquelle les villes fortifiées ne peuvent lutter. L'artillerie est très vite embarquée sur les navires donnant un avantage aux plus petits. Conséquence : la guerre se transforme, les Etats ont besoin d'une concentration industrielle dont ils sont seuls capables au détriment des villes indépendantes. Mais au final, l'artillerie se diffuse, et n'a pas bouleversé les grands ensembles culturels.

L'industrie européenne du papier se met vraiment en place au XIVe. Le nombre de lecteurs avait augmenté depuis le XIIe, tout préparait à l'imprimerie, et la révolution fut l'invention des caractères mobiles. Mais là encore, c'est la Chine qui devance tout le monde (IXe pour l'imprimerie, XIe pour les caractères mobiles). Transfert vers l'Occident ou réinvention par Gutenberg ? En tout cas, vers 1440-50, elle se met en place, difficilement, en Europe. Le métier est lent à se perfectionner, mais l'invention parcourt le monde à la suite des Européens pour finir par retourner en Chine. Si bien qu'on peut se demander qui a été servi par l'imprimerie. Elle permet quand même la redécouverte d'Archimède en Occident, et de là un essor de la pensée mathématique (infini, limite, fonctions).

En revanche, la navigation hauturière a donné la primauté à l'Europe pour des siècles. Pourtant les civilisations maritimes se connaissent depuis toujours, mais sans mélange, en respectant scrupuleusement les frontières maritimes, même si on se rend visite. Il y a quand même des mariages dont résulte la caravelle portugaise. Aucun peuple a priori ne paraissait avantagé, et la Chine jusqu'au XVe ou l'Islam semblent avoir raté de peu les occasions. L'Europe emporte le morceau en osant « s'engouffrer » dans l'Océan Atlantique. Les Européens moins craintifs ? plus avancés techniquement ? Bien plus il semble qu'Islam et Chine soient alors des sociétés nanties, quand l'Europe a un besoin de monde, une faim d'épices, une faim d'or pour sortir de son statut de « prolétaire » comparé à Islam et Chine, et trouver un exutoire aux tensions que sa vie matérielle soulevait depuis le XIIIe, accompagné alors par la recherche de nouveauté pour alléger et rendre efficace sa peine : c'est là la promesse de sa prééminence à venir, son visage premier.

Immense novation mais qui ne change rien de la fixité des itinéraires, de la lenteur écrasante, de l'archaïsme des moyens de transport : les débits restent dérisoires et les transports restent une limite à l'économie. La technique, finalement, est un freinage autant qu'une accélération, comme une guerre des occasions perdues. Toutefois, quand rien ne va plus, quand la société se heurte au plafond du possible technique, alors s'éveillent les intérêts pour les innovations latentes dont les meilleures permettront un avenir plus radieux. La technique est reine, elle change le monde, mais encore faut-il que les sociétés en aient le besoin.

La monnaie

La monnaie servira ici d'indicateur sur l'activité entière des hommes. Elle trouble, car si on lui ouvre ses portes, elle libère des forces peu contrôlables et bouleverse les équilibres acquis. Elle est le signe et la cause de mutations de l'économie monétaire : elle se met en place dès qu'il y a besoin et que les hommes peuvent en supporter les frais. Sur d'énormes espaces, du XVe au XVIIIe, le troc reste la règle, mais il y a des monnaies « primitives ». La monnaie est un langage, et celui du grand capitalisme marchand (commerce au loin) est universel : s'il est loin d'être prioritaire, il est décisif par son efficacité et sa nouveauté constructif en *orientant* l'économie. La monnaie est aussi le moyen d'exploiter autrui, chez soi, et hors de chez soi, de précipiter le jeu en sa faveur, ce dont sont victimes les « Tiers Monde » successifs. Les multiples monnaies primitives sont des monnaies, elles résument les chocs entre économies primitives et économies avancées depuis l'irruption européenne sur les 7 mers du monde. Aussi inégaux sont les rapports à l'intérieur des pays « civilisés » ou le troc est d'ailleurs très répandu. Japon, Islam, Inde et Chine se situent à des intermédiaires entre économies primitives et Europe : comme dans « l'enfance ». Il faut dire par exemple que la Chine domine les économies primitives qui l'entourent : il lui suffit d'être au-dessus de ses voisins.

L'Europe, monstrueuse, souffrirait d'hémorragie monétaire ? C'est comme si on estimait que celui qui bombarde une ville qu'il va prendre perd ses boulets. Ceci dit, il lui faut une masse monétaire importante, ce qu'elle détient avant même la conquête de l'Amérique. Les métaux précieux se disputent entre eux : la mauvaise monnaie chasse la bonne (loi de Gresham), selon les conjectures, la jaune ou la blanche devient la meilleure. Deux problèmes majeurs se posent : la fuite des métaux précieux et la thésaurisation. Les métaux précieux courent structurellement vers l'Extrême-Orient, en effet ; quant à la thésaurisation et l'épargne, c'est un gouffre aberrant, difficile à jauger toutefois. La dévaluation chronique des monnaies de compte (jusqu'au XVIIIe) a contribué à la montée des prix ; la vitesse de circulation aussi puisque masse monétaire et production ont également augmenté dans des proportions comparables (loi de Fischer). La vie monétaire reste insuffisante, en témoigne l'importance du troc, du *baratto*.

Monnaie de papier et crédit apparaissent, et semblent diaboliques aux contemporains (jusqu'à Hume lui-même) : pourtant de vieilles pratiques qu'il a fallu redécouvrir. Leur public n'est donc pas toujours large, mais ils finissent par se mêler à la circulation monétaire. On se rend progressivement compte de l'intérêt de pouvoir fabriquer à volonté de la monnaie. C'est dans ses retards que la lourde monnaie métallique a créé dès l'aube de la vie économique, le métier nécessaire de banquier, celui qui essaie de réparer le moteur en panne ! Avec Schumpeter, on peut dire que tout est monnaie, tout est crédit. Reste que monnaie et crédit sont un langage dont ne saurait se passer l'homme de notre période, un langage qui se complique à mesure que s'alourdissent les villes, augmentent les échanges donc surgissent les problèmes : c'est d'elles-mêmes que se transforment ces techniques, répondant à une *demande* expresse. L'argent est donc l'unité du monde autant que son inégalité.

Les villes

Les villes sont des transformateurs électriques : elles augmentent les tensions, précipitent les échanges, sont porteuses de *l'histoire*. Cause ou conséquence de la croissance ? Cette question n'a pas de sens : « réciprocité des perspectives » (Gurvitch). En revanche, la ville mène le jeu à son profit, qu'elle le fabrique ou pas. Pas de ville sans division du travail, sans marché... et c'est de part et d'autre de la ligne du marché que se divisent sociétés et économies ; pas de ville sans pouvoir protecteur et coercitif non plus où il acquiert une dimension supplémentaire ; ni sans échanges lointains entre villes. Le dialogue avec les campagnes est le langage fondamental des villes qui s'inscrivent dans une hiérarchie. Pour *être*, une ville doit dominer un Empire, si petit soit-il (quelques villages). La division du travail est en constante redéfinition : ville et campagne ne sont pas eau et huile, mais sans cesse se séparent et se rapprochent, villes n'abandonnent pas culture et élevage, ni plus que campagnes « l'industrie », du moins tant que les villes peuvent s'agrandir au

besoin, en ne repoussant que les murailles verticales (donc avant que l'artillerie n'oblige à des murailles plus imposantes, bloquant la ville dans son expansion => on construit en hauteur). Pour vivre, une ville doit sans cesse accueillir de nouveaux arrivants qui sont en grande partie les rejetés d'abord des campagnes, ensuite des petites villes constitutif d'un misérable « prolétariat urbain » effectuant les basses tâches. Seuls l'Islam et l'Occident médiéval n'adoptent pas le plan en damier. La faiblesse des transports profite aux grandes villes au détriment des plus petites

L'originalité de l'Occident : le luxe du monde, assez tôt. Il faut suivre Weber sur le comparatisme pour expliquer cette « température urbaine ». Les villes d'Occident ont bénéficié d'une liberté inégalée : elles ont blousé un Etat lent à se mettre en place et dominé leurs campagnes comme de véritables colonies, elles ont mené des politiques économiques à elles dans un réseau urbain dense. Après avoir perdu son armature urbaine (chute Rome), il y a renaissance des villes en Europe au XIe possible par une santé économique et monétaire recouvrée. Autour de ces villes, plus d'Etats, notamment en Italie, Allemagne, Flandre : elles s'organisent donc elles-mêmes et une mentalité nouvelle se met en place (jeu et risque du premier capitalisme). 3 étapes grossières : villes ouvertes à égalité sur leur campagne, villes fermées, villes sous tutelle de l'Etat. Ailleurs dans le monde, les évolutions sont diverses, mais quelles soient américaines, russes, orientales, elles ne gagnent jamais cette liberté.

Les grandes villes fabriquent les Etats modernes (et sont créées par eux) et déséquilibrent leurs univers (Braudel nous emmène à Naples, à Saint-Pétersbourg, à Pékin, à Londres enfin). Toujours le luxe des capitales est porté par les épaules des autres : ces villes sont parasites par essence, y brillent les lumières et les excès des civilisations. Les marchés nationaux grandissent sous leur impulsion, les Nations elles-mêmes donc. Blocages (Rousseau), ces villes sont aussi ce que les sociétés, les économies, les politiques leur permettent et les obligent d'être : elles font partie de systèmes urbains qu'elles animent et qui les déterminent. Fin XVIIIe, l'urbanisation progressive est en place, préfigurant un nouvel art de vivre au XIXe dont les petits centres urbains seront d'ailleurs les premiers porteurs, non les grandes villes. C'est l'avenir qui se dessine alors quand les contemporains y voient l'Enfer.

Conclusion du premier livre

Une vue d'ensemble de tous les spectacles est dressée, afin de délimiter la vie matérielle, classer et ordonner les poussières d'histoire qui témoignent de la longue durée. Des constantes, des régularités se dégagent, notamment celles qui sont *civilisationnelles* : les civilisations créent des liens entre milliers de biens culturels, émettent des réponses élémentaires spécifiques et ont cette « fâcheuse tendance » à s'y tenir. L'humanité n'est *une* que depuis le XVe, et ce destin n'est pas encore accompli. Il faut alors parler avec Marx des socio-économies (moyens de production, propriétés, positions dominantes) dans lesquelles l'Etat joue son rôle : il en résulte une typologie (esclaves et maîtres, serfs et seigneurs, hommes d'affaires et précapitalistes, ...) mais sans ordre rigoureux entre ces socio-économies. La vie matérielle réhumanise l'histoire, il faut alors penser l'étage au-dessus, la vie économique et ses régularités. Les inégalités animent le monde et le transforme dans ses structures supérieures, seules vraiment mobiles. Le précapitalisme est donc la source ou le signe de tous les progrès du monde autant que de toutes les exploitations de l'homme par l'homme. « Choisir, pouvoir choisir, même si le choix est en fait assez restreint, quel immense privilège ! »

Les jeux de l'échange

Le 1^{er} volume traitait du rez-de-chaussée, celui-ci des étages supérieurs de la vie économique et du capitalisme. Entre les étages, des points de contacts / de ruptures : marchés, boutiques, ... On abandonne la *valeur d'usage* pour la *valeur d'échange*.

Les outils de l'échange

Production, consommation (vol. 1), circulation sont les 3 univers de l'économie. La production est la plus difficile à saisir et impose de toute façon division du travail donc échanges, donc marché où l'on fait surface au-dessus de l'autosuffisance. En Europe, dès le XIIIe sont en place des marchés « modernes » puisque les prix fluctuent. Ils sont saisis par les villes, grandissent avec elles, se multiplient et ce faisant, se spécialisent. Ils témoignent de la complexité d'approvisionnement des villes qui doivent organiser leur plat pays, les intermédiaires apparaissant. Mais avec la montée démographique au XVIIIe, les marchés se révèlent inadéquats : le *private market* tourne le *public market* par de (souvent) gros marchands ambulants, bien souvent haïs. Et le marché du travail s'officialise, lentement (Turgot regrette la faible circulation du travail), mais le mouvement est lancé et au-delà des avantages économiques, il s'accompagne d'une déchéance sociale certaine. Le marché est une ligne de partage : certains sont condamnés à y puiser leurs seules ressources, d'autres (la règle à la campagne, avec exceptions) en restent en dehors. Première concurrence aux marchés : les boutiques (même si l'échange en tire profit) tenues par les artisans puis par des intermédiaires qui finissent par se spécialiser. Les boutiques conquièrent les villes, on y entre autant pour discuter que pour acheter et surtout, le *crédit* en a favorisé l'essor : malgré des plaintes (impayés), le système fonctionne. Autre concurrent, les colporteurs, marchands souvent misérables, qui pullulent en comblant les lacunes des marchés, narguant les autorités en place, avec une forte capacité d'adaptation.

Au-dessus des marchés, boutiques et colportages : une puissante superstructure, un capitalisme qui n'existerait pas sans cet étage intermédiaire. Les outils d'hier sont foires et bourses, même si, au XVIIIe, les outils du grand négoce se multiplient et se diversifient. Les foires d'abord sont très anciennes (renaissance au XIe ?), villes éphémères qui parfois dominent les villes. La foire, c'est la ville en fête, il y a une forte participation populaire et elle ne peut être considérée uniquement comme marché de gros. Dans leur évolution, les foires semblent avoir donné l'avantage au crédit sur les marchandises. Après 1622, les foires ne sont plus forcément au centre de la vie économique de l'Europe (Amsterdam et sa fortune marque le déclin des grandes foires dominantes du crédit). Turgot y voit une forme archaïque des échanges, il a raison : là où la foire reste sans rivale, l'économie marque le pas. La bourse semble le rouage lui succédant. Désormais, on stocke dans des entrepôts, ce que la montée de la population exige au XVIIIe. La bourse s'épanouit en Méditerranée au moins dès le XIVe, mais la nouveauté au XVIIe à Amsterdam est la mise en place d'un marché des valeurs, le dernier étage d'une foire qui ne s'interrompt pas, dans des volumes et une publicité inédite, amenant une frénésie du jeu pour le jeu, à laquelle sont mêlées les petites gens. Londres s'y lance, Paris est inhibée par le souvenir du système de Law. Le papier-monnaie joue le rôle d'accélérateur du capitalisme puisque la monnaie-marchandise est toujours en quantité insuffisante.

Nombreuses sont les ressemblances hors d'Europe puisque les niveaux décrits de production, échange et consommation sont obligations élémentaires. Partout des marchés et des boutiques, en effet (Islam par excellence). Mais également des formes capitalistes de commerce de longue distance, avec des marchands itinérants très actifs. Peu de bourses en revanche mais des foires reconnaissables (pas la même fièvre en Islam peut-être). Si bien que l'Europe semble à égalité avec les autres régions densément peuplées du monde. Il y a un vide historiographique pour les autres civilisations, mais une chose est certaine : l'avantage européen s'est installé *tardivement* et ne saurait s'expliquer par la seule rationalité de l'économie de marché. Quelle place relative pour les différents rouages de l'échange décrits ? Il y a reprise occidentale après 1450, et foires et surtout marchés semblent suffire à réanimer les échanges, les villes l'emportent. Au XVIe, les foires sont à leur apogée, se multiplient, dans un mouvement en avant organisé *par le haut* (circulation internationale des espèces monétaires et du crédit). En revanche, au XVIIe, c'est *par les marchandises* que tout se remet en marche (échanges des économies à court rayon, boutiques). Au-delà de 1720, le mouvement est alors à tous les étages, mais plus que jamais agit le contre-marché (*private market*) :

entrepôts en face des foires, banques en face des bourses : faisceaux d'activités parallèles autonomes. C'est entrer dans le jeu incessant entre superstructures et infrastructures. Ce modèle occidental (mise en place de rouages supérieurs, puis au XVIIIe multiplication des voies et moyens) vaut-il pour le reste du monde ?

L'économie face aux marchés

Comment ces points d'échanges se joignent-ils ? Ce chapitre tente d'en dégager des règles tendanciennes, du côté des marchands puis des espaces marchands. L'échange est réciprocité, implique donc allers et retours, parfois compliqués (commerce triangulaire par exemple) en circuits pour lesquels la lettre de change est régulièrement employée, faute de marchandise, pour boucler les circuits, faute de quoi ils disparaissent. Les échanges quadrillent donc le monde, à chaque étape un marchand, dont l'activité est déterminée par sa position. Des réseaux de marchands se constituent donc, familiaux, ou de dépendance autoritaire (avoir confiance, être obéi)... des solidarités en tout cas, celles des Italiens (ils sont partout), des Arméniens, des Juifs. Dire que ces réseaux ont créé le capitalisme (rôle religion juive avec argumentation wébérienne, valant d'ailleurs aussi pour l'Islam) serait déjà supposer que celui-ci ait été inventé... ils en sont les acteurs. Ces réseaux s'affrontent autant qu'ils s'associent et se complètent. Tout réseau connaît recul, stagnation, « décadence » (Italie fin XVIe) et d'autres les remplacent. Trait commun : l'appartenance de ces grands marchands à des « minorités conquérantes » (cohésion, sentiment d'oppression donc peu de scrupules pour les dominants ; jeu social enfermant les hérétiques et anormaux dans les tâches déplaisantes). Les minorités sont un réseau construit à l'avance, et solidement (les *fuorusciti* par exemple).

Se déplaçant, la marchandise doit augmenter son prix, réaliser un plus-value marchande. Malgré les lenteurs et archaïsmes de transports, des efforts sont faits dès le XIVe (grossissement des coques, tarifs progressifs), indispensable puisque le marchand ne risquerait évidemment pas son argent et sa peine s'il ne pouvait rien gagner. Cette dictature de la plus-value semble avantager les pays où la vie est chère, centres d'appels prioritaires. L'incitation à l'échange vient du jeu de l'offre et de la demande, sans qu'il soit vraiment possible de définir le *primum mobile*. D'ailleurs les rapports de puissance entrent aussi en jeu (avec le Nouveau Monde par exemple). Examinons la demande seule, il y a une « société de consommation » en puissance dans l'Ancien Régime, mais les volumes sont très faibles (demande de subsistance jusqu'à *superdemande* de mode). L'offre fait pâle figure, semble peu élastique, mais il est vrai que l'essentiel de l'économie est alors l'agriculture, terrain d'inertie, mais des progrès se font sentir ailleurs (commerce et industrie), d'où l'intérêt des économistes pour elle : loi dite de Say (une offre sur le marché provoque une demande). Cette loi vaut jusqu'à Keynes, quasi sans contestation, qui précise qu'on peut garder son argent, le dépenser ou l'investir. La question ici est de savoir si cette loi de Say vaut pour la période avant la Révolution industrielle. Il ne semble pas : agriculture freinée par l'offre et industrie freinée par la demande ; les entrepreneurs ne se lancent qu'avec monopoles accordés à l'avance et ne réussissent pourtant pas tous. Il manque le machinisme pour assister à une « transformation des désirs » (Michelet)

L'espace du marchand est un morceau d'espace national ou international à une époque donnée ; l'histoire générale enjambe l'histoire locale en cela que les villes doivent concilier espace régional et espace international. Les marchés de matières premières peuvent révéler les chaînons profitables (marché au gros), mais le marché des métaux précieux est plus significatif encore : production, transmission, accumulation. Le métier de mineur échoit aux plus misérables, à l'échelle du monde, mais les puissants interviennent, l'enjeu étant trop important. Inde et Chine reçoivent ces métaux, même si la Chine *exporte* de l'or, n'y accordant pas de rôle monétaire. Islam et Europe sont les intermédiaires entre ces deux pôles. Cette fuite monétaire apparaît comme au désavantage de l'Europe : raisonnement mercantiliste ! l'économie victorieuse tendant à substituer sa monnaie aux autres, sans quoi les portes de ces pays ne s'ouvriraient pas ! Il fallait, pour le commerce, que les portes s'ouvrent et le métal circule, en conséquence de quoi l'Europe devait adopter une solution nouvelle : le papier-monnaie.

La circulation met face à face les économies nationales, arriérées ou progressistes, d'abord avec la balance du commerce. La politique mercantiliste avait l'obsession de la balance au moins à l'équilibre, idée s'esquissant en même temps que les territoires nationaux : ils émergent, il faut les défendre. Mais les commerces extérieurs restent modestes par rapport à l'ensemble du revenu national, même si globalement, une économie relativement avancée signifie balance positive. C'est le drame de l'Inde et de la Chine dont les économies sont pourries par l'arrivée des Européens qui ont détraqué à leur profit les systèmes d'échanges et d'équilibres d'Extrême-orient.

Les économistes ont privilégié le rôle du marché, autorégulateur. Or, le marché n'est ni un phénomène purement endogène, ni l'ensemble des activités économiques, ni même un stade précis de leur évolution. D'après Polanyi, il faut attendre le XIXe siècle pour voir la « grande transformation », que le marché autorégulateur subjugue le social jusque-là dominant. Il vaut mieux parler d'économie de marché dès qu'il y a fluctuation et unisson des prix entre les marchés d'une zone donnée. On la voit dès l'Antiquité mais elle ne recouvre pas toute l'économie bien sûr. Le pas essentiel est l'annexion par la ville de marchés jusque-là médiocres. La distinction est entre « économie » et « capitalisme » (sans oublier le rez-de-chaussée, qui reste énorme), et elle date de l'Europe du Moyen-Âge.

La production ou le capitalisme chez les autres

« Mettez le capitalisme à la porte, il rentre par la fenêtre. » Ce chapitre concerne les différents secteurs où le capitalisme se trouve chez les autres. Problèmes de vocabulaire déjà. *Capital* ne prend son sens qu'avec Turgot avant que Marx ne le définisse comme « moyen de production », mais apparaît vers les XIIe-XIIIe. *Capitaliste* n'a toujours pas lors de la Révolution le sens d'entrepreneur. Quant à *capitalisme*, c'est un mot politique du XIXe finissant et du XXe, si bien qu'une orthodoxie post-marxienne en a rejeté l'usage pour l'avant révolution industrielle. Le mot est pourtant utile pour rendre compte de la dichotomie de l'économie d'Ancien Régime. La réalité du capital (production !) était d'ailleurs reconnue par Marx dès les villes italiennes du Moyen-âge. Les capitaux sont fixes (longue durée physique : route, pont...) ou circulants (se noient dans les processus de production : salaire, matières premières...). La production : destruction des capitaux circulants aussitôt reproduits (voire augmentés) et usure du capital fixe (maladie qui ne s'interrompt pas). A la suite de Kuznets, on peut trouver des ressemblances entre passé lointain et présent (même s'il y a ruptures) : production, consommation, épargne, en fonction du nombre des hommes et du niveau de vie. Alors un taux de croissance annuel de 0,17% pour l'Europe de 1500 à 1750 pour 0,95% ensuite semble réaliste. Différence majeure : la différence entre formation de capital brut et formation de capital net (après avoir retiré l'usure) est plus forte dans les sociétés anciennes. Le capital brut est produit, mais fond comme neige au soleil avant 1750, si bien qu'on peut se demander s'il y a quelque formation dans ces temps d'un capital fixe (à part monuments), s'il y a eu accumulation de biens capitaux à vie physique ne réclamant pas entretien courant : la Révolution industrielle aurait été une *mutation* du capital fixe, plus coûteux mais plus durable et sophistiqué donc permettant plus de productivité. Le capitalisme d'Ancien Régime est marchand et on pas industriel puisque la production n'offrait pas de bonnes perspectives, au contraire de la circulation, il ne fait que mordre l'agriculture, l'industrie, les transports.

Dans la vie des campagnes, le capitalisme s'est introduit tôt, et ce d'autant plus que la ville est importante. Il y a des « préables capitalistes » : abolition ou au moins modification du régime seigneurial, limitation voire suppression des libertés paysannes, l'entreprise doit être prise dans une chaîne d'échanges à large rayon, une gestion « rationnelle » doit se mettre en place (rendement, amendement), une technique éprouvée doit diriger les investissements et implantations de capitaux fixes, une base de prolétariat salarié doit enfin exister. Ces conditions sont difficiles à réaliser : la superstructure seigneuriale est vivace, l'univers paysan fait obstacle à l'innovation. Souvent, ces entreprises s'installent donc en zones marécageuses ou boisées... La paysannerie, c'est l'énorme masse des vivants et ce nombre est une entrave à la productivité (grande inertie, économie de

subsistance, même si réveils brutaux parfois). Cependant, il y a mille façons d'être paysan, d'être misérable et il ne faut pas croire à une immobilité totale de l'histoire paysanne, il y a des fissures (*inurbamento* par exemple). En Occident, le régime seigneurial remontant au Bas-Empire a pu survivre à la 1^{ère} modernité, malgré les épreuves qui touchent le seigneur, parce que tout ne joue pas en sa défaveur. Dans certaines circonstances, le capitalisme franchit les barrages seigneurs / paysans lorsque le seigneur lui-même tente du capitalisme, ou quand l'argent urbain s'introduit (et c'est conséquent). Le premier capitalisme agraire est alors une sorte de « second servage ». L'Angleterre est le pays où cette « révolution agricole » (phénomène européen) a le mieux marché. Les zones en avances, capitalistes, sont minoritaires toutefois en Europe.

Bourdin dégage 4 catégories de vies industrielles (préindustrielles) : nébuleuses artisanales familiales ; ateliers dispersés mais reliés (fabrique disséminée) ; fabrique agglomérée ; fabriques équipées de machines (fabriques tout court chez Marx). Hors des sociétés denses, on rencontre surtout les 2 premiers stades (beaucoup de main d'œuvre donc peu d'outillage). La préindustrie se mêle à l'agriculture fortement et longtemps. Souvent, la pauvreté force la main à l'industrie, sorte de 2^{nde} providence. Les localisations sont très instables, et d'autant plus que l'outillage est mesuré, montrant des mouvements de fond, un va-et-vient villes-campagnes : il y a donc une souplesse pour les entrepreneurs et l'Etat (fiscalité). Malgré la primauté paradoxale du textile, il n'y a pas vraiment d'industrie de pointe attirant les capitaux. L'ère nouvelle est symbolisée par le *Verlagssystem* (travail à domicile) : organisation de la production dans laquelle le marchand est le donneur de travail qui avance à l'artisan la matière première et une partie du salaire (le reste une fois produit fini). Ce système apparaît au XIIIe, rencontre parfois la complicité des corps de métiers, plus souvent l'hostilité. Avec le XVe siècle et le capitalisme minier, un prolétariat ouvrier apparaît (travail nu), 2nd élément d'existence du capitalisme : hiérarchie du travail, encadrement... Le choix capitaliste aggrave la distance entre industrie et commerce (puissance du côté du commerçant). Les profits sectoriels sont en forme de parabole (expansion, plafond, reflux), selon des rythmes parfois différents.

Les transports accompagnent la production, sont en soi une « industrie ». Jugés inefficaces, les transports terrestres sont en tout cas prépondérants, et adaptés aux échanges de l'époque (courte distance, offre de transports paysans importante). Ces transports s'appuient sur des relais et auberges, opulentes, publics ou privés (conflits), que les marchands n'organisent pas (ils n'en ont pas besoin). En comparaison, la batellerie est lente. Sur mer, les enjeux sont plus importants, c'est la richesse, mais là encore, le capital choisit et tout n'est pas sous son contrôle, loin s'en faut, laissant l'image d'une navigation archaïque. Mais dès avant le XVe, les coques augmentent démesurément, resserrant les liens entre navire et bailleurs de fonds, et rendant plus nécessaires les prêt à la *grosse aventure* : capitaux sont mobilisés aux XVIIe et XVIIIe. Alors que jusqu'au XVIIIe, le rapport capital fixe / capital circulant était de 1 à 2, il s'inverse semble-t-il totalement par la suite (montée prix navires, dégradation salaires équipage, diminution du nombre / tonnage ??)

Globalement, le capitalisme hors de chez lui, hors de la circulation, présente un bilan plutôt négatif, le « capitaliste » (grand marchand) ne s'aventure que peu dans la production, n'est pas maître d'atelier ni entrepreneur de transports ; c'est la distribution qui est source de profits. Aussi l'intrusion du capitalisme *chez les autres* ne se justifie que rarement avant la révolution industrielle (machinisme faisant de la production un secteur de profit), ce qui le modifiera et l'amplifiera, même si d'autres options s'offriront toujours à lui (le capitalisme de l'ère industrielle n'est pas, loin s'en faut, que lié à la production industrielle).

Le capitalisme chez lui

Chez lui dans la sphère de la circulation, il n'en occupe pas toute la place pour autant. Le capitalisme choisit, avec l'Etat pour complice ou gêneur, se déchargeant sans problème sur les boutiquiers, revendeurs des opérations mineures. En somme, une position haute dans un ensemble qui le dépasse et qui lui donne le monopole de droit ou de fait et la manipulation des prix. Avec la

modernisation, la société voit le travail se diviser, et par le bas (et non sur l'influence de l'entrepreneur comme pense Schumpeter) : l'élan économique créé ainsi les inégalités (visibles en Europe avec la reprise du XIe). C'est uniquement la base qui se spécialise, le sommet, les capitalistes touchent à tout parce qu'ils doivent pouvoir s'adapter. Le novateur capitaliste est porté par la marée montante, mais d'où vient alors la réussite marchande ? La condition première semble : se trouver déjà à une certaine hauteur en début de carrière ! Et puis prendre son envol par beau temps économique. Alors il devient possible de faire jouer les crédits, de profiter des bailleurs de fonds, et des expériences bancaires innovantes. Ces expériences sont encore instables, et s'effondrent les unes après les autres après avoir connu un grand succès (Florence, Gênes, Amsterdam). Le jeu de l'épargne et de l'accumulation est assez complexe et ne déclenchent pas automatiquement un investissement créateur, cela dépend de la société, de la fiscalité.

Le capitalisme n'accepte donc pas tous les investissements, il choisit, et c'est cette capacité de choisir, plus que le choix lui-même, qui en définit sa supériorité. Dans notre période, les gros marchands ont saisi la clé du commerce au loin, bénéficient de la primauté de l'information et disposent souvent de la complicité de l'Etat. Il est difficile pour autant de parler à la suite de Sombart ou Weber d'un « esprit capitaliste » (ils ont cherché dans les mentalités à contrer le matérialisme de Marx). Le commerce au loin est une activité minoritaire, mais pourtant essentielle pour la création du capitalisme marchand. Deuxièmement, l'information : lente, difficile, primordiale, elle doit ne pas être divulguée pour garder de sa valeur. Ce qui gêne aussi le marchand est la réglementation pesante et précise du marché public... dont on tente de s'affranchir en constituant des concurrences sans concurrents (ex : raréfier la marchandise), donc des monopoles, aisés à petite échelle, impunis à l'échelle du grand commerce. Les plus gros monopoles sont ceux de droit, et non pas ceux de fait, qui sont affaire de ruse et d'intelligence. Autre forme de monopole : le jeu sur la monnaie (la mauvaise chasse la bonne), supériorité « naturelle » du marchand. Le résultat : des secteurs de l'économie à hauts profits, secteurs qui varient dans le temps, un glissement économique et le capital rejoint le secteur porteur (ne le crée pas !), la supériorité essentielle du capitalisme est donc bien l'adaptation à une géographie différentielle des profits. C'est là l'unité du capitalisme.

Les sociétés ont connu une évolution, claire en théorie : les générales, les sociétés en commandite, les sociétés par actions. Mais ce schéma est largement imparfait tant les sociétés restent désuètes et inachevées. Le grossissement significatif n'intervient que lorsqu'il y a association avec l'Etat, la plus colossale des entreprises modernes. Les grandes compagnies de commerce sont nées des monopoles marchands : l'Etat, le monde marchand et une zone de commerce au loin à exploiter sont nécessaires.

Nous retombons sur la tripartition : vie matérielle (auto-suffisance), économie (transparence et régularité des échanges), capitalisme (spéculations et monopoles). Est-elle une simple question de mots ? Les acteurs eux-mêmes semblent conscients des lignes de partage. Et même le blé, omniprésent en Europe se partage : autoconsommation ; commerce régulier à petite échelle ; commerce irrégulier voire spéculatif de provinces en provinces et objet de vives spéculations lors de crises aiguës sur de longues distances. Que l'on change d'étage et l'on change aussi d'acteurs et d'agents économiques.

La société ou « l'ensemble des ensembles »

Introduction de la question sociale (« c'est la société qui pense en moi » Marx), la société étant vue comme « ensemble des ensembles », somme intégrale, globale que le chercheur subdivise (ici : tripartition) en ensembles dont les séparations « ont la fluidité de l'eau ».

D'abord, toute société a ses hiérarchies (richesse, pouvoir), avec une conscience (bonne ou mauvaise) de ces conflits, mais ces hiérarchies sont toujours multiples, complexes (ex. société féodale = seigneuriale + théocratique + Etat territorial + féodalité *stricto sensu* + surtout, villes). Une ou plusieurs de ces sociétés coexistantes tendent toujours à s'imposer aux autres, facteur de

mouvement, d'évolution. Le plus frappant n'est toutefois pas ces enjeux horizontaux, mais les inégalités verticales qui frappent toute société, loi structurelle à expliquer : une poignée de privilégiés, une masse de gouvernés. La mobilité sociale est-elle favorisée ou non par les conjonctures à la hausse ? Le mouvement est synchrone pour l'Europe, ce qui laisse penser que ce sont les flux et reflux économiques qui est maître d'œuvre de la mobilité sociale (voir l'émergence de la noblesse de robe en France). Il n'y a pas vraiment de règle en somme. Si ce n'est une distinction entre sociétés urbaines et sociétés d'Etats territoriaux : là l'ostentation, ici la discrétion, suivant que l'argent est ou non un vecteur de prestige social. L'Etat est là pour sauver l'inégalité, préservant les murs que violence, rancœur et colère des « classes » inférieures ne peuvent déplacer facilement. Les positions sont nettement dessinées. Si l'Etat n'est pas seul (réflexes culturels, structure de l'économie, assises de la société...), toute faiblesse de sa part ouvre la porte à l'agitation, qui aura toutefois besoin de l'idéologie des Lumières pour dépasser le cadre local/ponctuel. D'ailleurs, les revendications sont alors contre les privilèges de la noblesse, pas contre le capital : à chaque époque ses prises de conscience des hiérarchies. Ce qui freine aussi, c'est la masse des pauvres, cet énorme sous-prolétariat exclu de la division du travail : pauvres, mendiants, vagabonds. Que la conjoncture soit mauvaise et ils se multiplient ; on en vient à distinguer le bon pauvre du mauvais vagabond lequel est « renfermé » (XVIIIe). Sortir de l'enfer est rare, difficile, instable, d'autres chaînes remplacent les anciennes.

L'Etat est envahissant, impose ses lourdeurs hors d'Europe et se remet à grandir, en se modernisant (depuis Frédéric II) en Europe au XVe avec les Trois Mages (Henri VII de Lancastre, Louis XI, Ferdinand le Catholique). 1/ se faire obéir (« violence légitime » monopolisée, Weber) 2/ contrôler la vie économique 3/ participer à la vie spirituelle, ciment de toute société. Pour maintenir l'ordre, l'Etat doit frapper d'autant plus fort que les sociétés sont inquiètes ou divisées. Pour ses tâches, il a besoin d'argent, de plus en plus, doit mettre la main sur la richesse qui circule, sur l'économie de marché. Mais les dépenses courant devant, la seule solution est d'emprunter (à partir du XIIIe). L'Angleterre après 1688 va nationaliser les finances (révolution financière), se débarrasser des intermédiaires qui parasitent l'Etat, grâce à un système de crédit efficace. La monarchie française reste, elle, livrée aux intérêts privés jusqu'à la fin de son existence. Si l'on pouvait parler d'une politique économique des Etats, et bien que le terme soit confus, ce serait le mercantilisme : ne pas gaspiller ses métaux précieux, et au contraire en attirer le plus possible dans le pays. Absurde ? Ou vérité de base = métaux précieux moteurs de l'économie d'Ancien Régime ? Les économies dominantes seules laissent circuler librement. Choix intelligent et secret de la grandeur de l'économie dominante en question ? Ou au contraire, seule elle pouvait-elle se le permettre ? Il semble que le mercantilisme se calque sur les possibilités des Etats naissants, devant valoriser les métaux précieux sans lesquels la paralysie serait trop fréquente. Contrairement aux apparences, l'Etat est inachevé et est donc obligé de s'adresser à autrui (administration insuffisante). L'Etat favorise et gêne tout à la fois le capitalisme qui chausse les bottes de Micromegas pour se frayer un chemin. Finalement, l'appareil du pouvoir, c'est bien plus que l'Etat, une somme de hiérarchies sociales, politiques, culturelles, économiques, un amas de moyens de coercition ; l'Etat se fait valoir, peut se briser, mais toujours se reconstitue, nécessité biologique de la société ?

La civilisation est une « chaîne puissante et une consolation journalière », hostile en principe à l'innovation mais finit par donner le feu vert, sans bonne grâce. L'Islam est dès le départ une civilisation marchande et il est difficile de ne pas voir l'influence sur les marchands italiens. En Chrétienté, la discorde a lieu sur la question de l'usure et n'a pas les facilités initiales de l'Islam. Toutefois, la pensée scolastique a ouvert une brèche en autorisant le prêt à intérêt s'il y a risque. La société pratique l'usure mais ne le dit pas, de toute façon. Et la Réforme : Max Weber a-t-il raison ? Il voit une coïncidence, pas un facteur génératif. Peut-être une géographie rétrospective sera-t-elle plus pertinente : l'Europe du Nord se défaisant de l'Europe méditerranéenne déjà capitaliste, malgré Rome ! Le rôle de la Réforme n'est cependant pas à nier : cohérence du Nord dressé contre le Sud, réseaux protestants solidaires, etc. Et la pensée rationnelle : Sombart a-t-il raison ? On reste dans

l'explication spirituelle, la supériorité civilisationnelle de la chrétienté Cette thèse de Sombart basée sur la rationalité de la comptabilité à partie double ne tient pas vraiment debout. Et c'est confondre économie de marché et capitalisme, ce dernier étant un stimulant de la croissance, mais pas *le* stimulant. C'est de plus mettre en avant le rôle de l'entrepreneur quand on parle en même temps d'ordre spontané, de main invisible, de choc de demandes et d'offres collectives : contradiction. Enfin, il n'y a pas une rationalité, mais des rationalités, celle de la concurrence libre, celle du monopole, ... Le capitalisme ne détruit pas la libre concurrence de l'économie de marché, il s'en nourrit et vit au-dessus d'elle. Un art nouveau de vivre se dégage clairement, Weber le date du XVIe (Réforme), Sombart du XVe (Florence), ce dernier a probablement raison : les villes italiennes dès le XIIIe sont capitalistes.

Le Japon connaît le même succès capitaliste, ailleurs c'est l'échec. Pour l'Europe ou le Japon, le miracle semble venir du commerce au loin, mais aussi pour tant de villes côtières d'Asie. D'après Norman Jacobs, l'obstacle en Chine est l'omnipotence de l'Etat, et malgré une vigoureuse économie de marché, n'a pas de place pour le capitalisme hors de l'Etat. Au Japon en revanche, des forces sociales et économiques indépendantes de l'Etat sont en place dès le XIIIe, un peu comme en Europe. Des marchés libres, des villes libres sont en place au XVIe même si les marchands ne sont pas favorisés par la société. Malgré la parenthèse 1638-1868, le Japon a vite rattrapé son retard par la suite, ressemblant étrangement à l'Europe sans emprunt au départ. Enfin, explication politique et sociale : sauf dans certaines villes marchandes, les familles marchandes de haut rang ne sont que secondes quand la modernité de l'économie et de l'Etat les pousse, elles se heurtent à une limite, qu'elles franchissent parfois et alors elles « trahissent ». La haute société au moins double de l'Europe, non atteinte par la tyrannie d'un Etat, peut laisser aller à l'accumulation lente des richesses dans un jeu de rivalités et de hiérarchies complexes qui mettent en mouvement.

Pour conclure

3 réalités nécessaires pour le développement du processus capitaliste :

1/ une économie de marché vigoureuse et en voie de progrès : partout dans le monde, mais non suffisante (cas de la Chine)

2/ il faut que la société soit complice, sans savoir dans quel processus elle s'engage (mouvement multiséculaire de la société)

3/ l'action libératoire du marché mondial (commerce au loin, division internationale du travail)

Le temps du monde

L'expression vient de Wolfram Eberhard, mais risque de ne pas tenir ses promesses : une histoire du monde = des fleuves sans rivages, sans fins ni commencements ? Superstructure de l'histoire globale, il ne brasse pas tout, y compris dans les pays avancés. Novalis : « toute histoire est nécessairement mondiale », ici d'un point de vue économique, au risque de sombrer dans l'économisme.

Les divisions de l'espace et du temps en Europe

Situer les réalités économiques et sociales selon leur espace et leur durée est l'objet de ce chapitre théorique. *L'économie mondiale* est « le marché de tout l'univers » (Sismondi) alors que *l'économie-monde (Weltwirtschaft)* n'en met en cause qu'un fragment, économiquement autonome et doté d'une certaine unité organique. Des économies-mondes, il y en a depuis toujours (depuis la Phénicie antique, au moins ; la Chine ; la Moscovie ; etc.). Des règles tendanciennes en permettent la

définition. D'abord, des limites qui font sens (« comme les rivages expliquent la mer »), ensuite, un centre (villes-mondes au capitalisme dominant) et enfin, une hiérarchie, une « division internationale du travail » bien avant Marx (et d'une nature plus profonde : les *have* et les *have not*). Première règle : l'espace varie très lentement puisqu'il y a entre deux économies-mondes une zone (Sahara, Atlantique, confins Europe chrétienne – Balkans turcs) dont le franchissement n'est qu'*exceptionnellement* profitable : prendre la mesure de ces distances hostiles, que d'efforts pour les vaincre ! Deuxième règle, une ville capitaliste dominante et leur archipel de villes (Häpke) asservies, non détruites, non pas par générosité (Stendhal sur les villes italiennes) mais parce que la ville centre a besoin d'elles ! Ces villes-mondes sont des « inventaires du possible » (Descartes), des Tour de Babel où le cosmopolitisme impose la tolérance et la liberté de conscience ; elles se caractérisent par la cherté de la vie : les hauts prix y sont attirés, au risque pour l'économie et la ville de se brûler... et alors l'économie-monde change de centre. Les conséquences peuvent être dramatiques (Chine de Nankin à Pékin ; Espagne de Lisbonne à Madrid). Que la capitale tombe et les secousses se font ressentir dans les périphéries de l'économie-monde. Les armes de la domination ne sont souvent que partiellement maîtrisées : navigation, négoce, industrie, crédit, puissance (violence) politique... Troisième règle, enfin : la hiérarchisation des zones. Centralisation et concentration répondent à une accumulation à travers les siècles, établissant durablement des zones à la Thünen en cercles concentriques dont il reste à expliquer l'inégalité patente : les zones ne sont liées qu'à *différents niveaux*, centre étroit, « brillants seconds » (domination de marchands étrangers), périphéries exploitées. Mais même les régions centrales ont leurs puits hors du temps du monde (encore en 1970 dans le Briançonnais) et, finalement, l'économie-monde ne dispose que de peu de moyens pour fonctionner, mais réussit par neutralisation de la masse des activités élémentaires : c'est insidieusement, plus que par la violence (qui existe) que l'économie-monde enveloppe l'infrastructure.

L'économie-monde ne gouverne pas pour autant la société entière et est favorisée/concurrencée par d'autres ordres (culture, social, politique). La modernité couronne toutefois l'économique. « Un pays pauvre est pauvre parce qu'il est pauvre » : plus qu'une dérision a priori simpliste, cette phrase explique par la longue durée la géographie discriminatoire, alors que Ricardo et son théorème des « coûts comparatifs » élude cette question en supposant les échanges égaux. Ne pas oublier les rapports de force, ne pas oublier qu'on ne perd jamais en une seule fois, ni ne gagne en seule fois, « l'expansion appelle l'expansion » (Chaunu) et, en miroir, on entre dans « le cercle vicieux de la pauvreté » (Nurske). Au centre : toujours un Etat fort, agressif, justifiant l'emploi des termes *colonialisme* et *impérialisme* très tôt, sans anachronisme (mercantilisme et violence). Voire un super-Etat, un Empire-monde (Wallerstein), formations archaïques symbole du triomphe du politique sur l'économique : aucun marchand n'y a les mains totalement libres. Braudel pense toutefois que l'Etat peut être plus fort que la société, mais pas que l'économie. En tout cas, l'Europe a très tôt échappé à l'étouffement impérial : dès le Moyen-Age des zones complémentaires/hiérarchisées d'économie-monde ; non pas seulement au XVI^e (Marx, Wallerstein). La guerre, chacun la fait comme il peut, et le privilège des forts est de la porter chez les voisins (exemple anglais). Autre concurrence : les sociétés, très lentes à évoluer et au prix d'incroyables efforts, avec le problème central de l'exploitation des masses (servage, esclavage, salariat) dans une coexistence, dans l'économie-monde, des modes de production. Le capitalisme ne peut vivre qu'entouré des autres (Rosa Luxembourg), il implique une hiérarchie (qu'il peut fabriquer le cas échéant) et se place au-dessus d'elle (d'où la lenteur d'évolution sociale : lourdeur des tâches économiques rabattues sur les épaules des hommes). Enfin, les cultures : non complètement superposables aux économies-mondes qui tendent à partager chacune une culture. Donc, s'il faut savoir lire entre les barreaux de l'économisme, la grille des économies-mondes reste valable : l'inégalité du monde rend compte de la poussée du capitalisme avec une région centrale à la tête des progrès possibles pendant que l'histoire du monde est une procession/coexistence de modes de

production accrochés les uns aux autres (des régions sont donc en retard historique synchronique, si l'on peut dire).

Reste à trouver une unité temporelle : étudier les mouvements périodiques constituant la ou, plutôt, les conjonctures. L'attention est généralement portée sur les cycles courts (du *Kitchin* au *Labrousse*), Braudel tente un plaidoyer pour le *Kondratieff* et le *trend* séculaire (« musique conjoncturelle longue à deux voix »). L'analyse conjoncturelle permet de constater des rythmes de prix comme signe de domination et donc de rayonnement de l'économie-monde qui lance des *antennes* hors d'elle-même (ce que même Wallerstein néglige), ce qui amène à reconsidérer monnaie et métaux précieux comme armes de guerre, instruments de domination. Voilà de quoi dresser une typologie des périodes séculaires (hausse, baisse, crise), durant lesquelles les sociétés, les cultures, les masses (paradoxe du salaire réel) évoluent.

En Europe, les économies anciennes à domination urbaine : avant et après Venise

Longtemps limité au corps étroit d'un Etat-ville, l'économie-monde européenne appelle cette question : comment une domination à une telle échelle a-t-elle pu se maintenir avec tant de faiblesses (même internes) ? De fait, les accrocs sont fréquents dans les tentatives d'entretien de monopoles, mais l'historien y est parfois trop attentif, au mépris des dominations qui durent. Si bien qu'on peut estimer que le capitalisme contemporain n'a rien inventé, les villes du Moyen-âge disposant déjà des outils. Leur adversaire, l'Etat territorial, s'avère être « l'ennemi complémentaire ». Ainsi la 1^{ère} économie-monde européenne naît entre XI^e et XIII^e siècles et déterminera les primautés urbaines. Toute l'Europe est en expansion au XI^e, vers l'extérieur, mais aussi en son sein (forêts, marécages) : la ville assure la poussée, agressive, moteur de l'échange inégal (sortie de l'autoconsommation vers 1150). La vraie renaissance est là, jusqu'à ce qu'on puisse vraiment parler de *Weltwirtschaft* avec les foires de Champagne (XIII^e). Ceci révélateur de la bipolarité européenne : à mi-chemin entre les Pays Bas *lato sensu* (industriels) et l'Italie du Nord (marchande) : bipolarisation essentielle, décidée entre IX^e et XI^e. Les espaces du nord se structurent autour de Bruges (dès 1200), puis de Lübeck et la hanse (1370-88), marchés-mondes, pas encore villes-mondes. Les villes italiennes se développent plus lentement, frappées par la baisse du trafic en Méditerranée (Islam), et se ressaisissent d'abord par petits ports (Amalfi jusqu'en 1250), puis Venise, avec l'essor dû aux Croisades et des évolutions internes. Le développement simultané de ces deux zones économiques fixe donc les foires de Champagne (abondances de marchandises, commerce de l'argent, jeux précoces de crédit) jusqu'à la récession du XIV^e et, aussi, l'ouverture d'une route maritime par Gibraltar et d'une autre route terrestre par le St Gothard et le Brenner. C'est signer la fin du *Siècle de Paris*.

La crise élimine les plus faibles, et l'Italie prend donc une place d'autant plus prépondérante : le recentrage ne concerne qu'elle. Venise l'emporte alors sur Gênes (Adriatique plus favorable, meilleure liaison avec l'Europe centrale). Dès 1378, sa puissance est sans ambiguïté avec un véritable Empire « à la phénicienne » (antennes). Sa richesse est exceptionnelle, son langage capitaliste (Doge Mocenigo), ses pratiques assujettissantes (*Fondaco dei Tedeschi*, un piège cause et conséquence de la supériorité vénitienne). Pourtant, Venise est plutôt en retard sur d'autres villes (Gênes, Florence) quant aux pratiques capitalistes (richesse trop facile ?) mais pose déjà tous les problèmes de relation Capital, Travail, Etat. La hiérarchisation marchande y est claire, mais l'offre de crédit omniprésente, spontanée, favorisant le coup par coup, non le long terme (cela posera problème). Petit à petit, Venise va s'industrialiser, et son déclin sera enclenché : est-ce le sort des villes dominantes ? D'ailleurs, les Etats territoriaux reprennent vigueur avant mêmes les Grandes Découvertes, et l'Empire Turc des Osmanlis est le plus redouté par Venise. La lutte sera longue, jusqu'en 1718, mais inégale (Venise s'épuise, les Turcs s'essoufflent). De toute façon, Anvers avait déjà bénéficié du recentrage de l'économie-monde après 1500 (mise en circuit de l'Atlantique).

Entre temps, c'est l'inattendue fortune du Portugal, bien placé, aux mains libres, navigateur (côtes africaines après 1413), outillé par les caravelles, mais handicapé par son succès vers Bonne Espérance qui le fera négliger l'Atlantique (Colomb lui échappera). Ce à quoi il faut ajouter que le

Portugal est presque un Etat moderne (économie monétaire, salariat, bourgeoisie), mais trop excentré (du coup : marchands étrangers trop présents, ils contrôlent). Anvers brûle la politesse à Lisbonne, toutefois, en succédant donc à Bruges au Nord, mais à Venise au centre de l'économie-monde européenne. Pourtant, Anvers n'en est pas l'actrice, ce sont les autres qui la sollicitent pour ce rôle qu'elle ne sait pas jouer sinon en improvisant. 3 Anvers se succèdent, 3 essors successifs : 1501-21 et le poivre du Portugal, 1535-57 et le métal blanc d'Amérique (par Séville), 1559-68 et l'industrie des Pays Bas, dernier recours. Les désordres sociaux, politiques et religieux des Pays Bas vont la détruire, même si Anvers va rester un centre important. Reste une novation anversoise dans l'histoire du capitalisme : l'assignation (billets, cédules) et donc l'escompte (loyer du temps)

Après le *Siècle des Fugger*, c'est celui des Génois (1557-1627), à la domination discrète derrière leur rideau de montagnes stériles, ville capitaliste par excellence, avant et après son siècle : c'est une poignée de banquiers-financiers qui en est le pivot, non l'ensemble. La faiblesse congénitale de la ville l'oblige à agir au loin, hors de chez elle, ses hommes d'affaires bénéficient d'une apesanteur inégalée : Gênes sait changer de cap avec une grande souplesse. Son siècle : l'arbitre de la fortune européenne (fortune américaine de l'Espagne + fortune de l'Italie mise à contribution). Son repli est-il dû aux vieilles habitudes, Gênes restant fidèles au cadre géographique de leur grandeur passée ? Leurs capitaux ne gagnent pas l'Angleterre : fin de la domination.

En Europe, les économies anciennes à domination urbaine : Amsterdam

Amsterdam, son règne, transition entre la phase des villes impérialistes et celle des Etats territoriaux. Bientôt les villes, seules, ne feront plus le poids : Londres appuyée par l'économie nationale anglaise va prendre la relève. Avec Amsterdam (qui succède autant à Anvers qu'à Gênes), le nord reprend l'avantage, définitivement cette fois, par une victoire qui ne s'est pas faite en un jour.

La grandeur néerlandaise semble miraculeuse aux contemporains. Il est vrai que le territoire est exigu et naturellement pauvre mais qui, de ce fait, appelle une agriculture efficace (on mise sur la productivité, une révolution agricole va se propager), commercialisée (richesse rurale). De plus, les Provinces-Unies sont sururbanisées (50%, record européen) : les villes en réseau aux économies survoltées, bien que concurrentes, forment un bloc puissant sur lequel émerge Amsterdam. Cet essor est en partie celui des populations étrangères, appelées par ces villes consommatrices de main d'œuvre : prolétariat massif, mais aussi persécutés en fuite : la tolérance s'installe alors, comme il se doit en un centre d'économie-monde. La richesse d'Amsterdam : d'abord la pêche, mais surtout sa flotte qui équivaut à elle seule à toutes les flottes européennes (et en qualité aussi), grâce à des coûts de fabrication réduits (techniques modernes, matériaux de la Baltique). L'Etat des Provinces-Unies est réputé faible, le pouvoir oscille entre le *Stadthouder* et la Hollande, mais se fait respecter car les structures ne changent pas malgré les oscillations : une classe privilégiée reste au centre du système politique. Elle se fait plus ostentatoire vers 1650 avec l'arrivée des « républicains » et une coupure culturelle entre l'élite et les masses. D'ailleurs, le système des impôts épargne le capital : une multitude de taxes indirectes touche le consommateur. Les besoins étant assurés aux dépens de la collectivité, on ne peut pas parler d'Etat faible. C'est confirmé dans les relations avec les autres Etats : n'est-ce pas la Hollande qui joue le rôle principal dans la guerre de Trente Ans (tout en la portant hors de chez elle) ? Mais la politique hollandaise, c'est défendre les intérêts marchands.

La Hollande a donc saisi l'Europe, puis le Monde, dans le même mouvement. Dès avant 1585, la prééminence était jouée, construite à la fois sur la Baltique et sur l'Espagne. Le premier essor est méditerranéen mais il s'agit ensuite pour les Hollandais de se mettre à la place des Portugais, place que disputent aussi les Anglais. C'est l'affaire de la V.O.C. qui colonise (fondation importante à Batavia en 1619). Les Portugais ne sont évincés que vers 1641. La richesse de ce commerce repose sur le « commerce d'Inde en Inde » : complémentarité de zones différentes réduites en monoactivités. La Hollande du XVIIe : déjà en arbitrage et exploitation du monde entier.

Le moteur à deux temps de la VOC (Batavia-Amsterdam) doit résoudre le problème des problèmes suivant : passer de l'économie-monde Asie à l'économie-monde Europe (marchandises asiatiques que l'Europe acceptera de consommer). La VOC est exposée à des concurrences, et la

surveillance/coercition monopolistique coûte cher. Vers 1680-1720, elle semble ne plus parvenir à y répondre. Les bénéfiques sont de toute façon difficile à déterminer (de là à remettre en question l'importance du commerce au loin ? Non)... mais ont-ils été accaparés par des intérêts particuliers aux dépens de la VOC ? L'insuccès hollandais dans le Nouveau Monde amène une autre explication : la petite Hollande pas assez grosse pour avaler de si gros morceaux, comme limite indépassable de son succès ?

Le capitalisme à Amsterdam : quand l'entrepôt va, tout va, tout est concentration et entassement, solution aux lenteurs et irrégularités de circulation. Corollaire : pas de banque d'émission, l'essentiel est tourné en écritures selon deux types de commerce : le commerce de commission (Amsterdam la « caisse » de l'Europe) et le commerce d'acceptation (lettres de change). Les lettres de changes et leur succès montrent que la primauté bancaire est plus durable que la primauté marchande (comme à Gênes au XVe, à Londres entre XIXe et XXe). Les surplus engendrés finissent par encombrer Amsterdam qui doit investir à l'étranger (les taux d'intérêt deviennent très bas : le capital ne trouve plus à s'employer sur place). Hors d'Amsterdam, comment s'exerce la domination ? En Baltique, liberté relative en Suède (bois), servage en Pologne (blé). La France est dans une position d'inégalité face à la Hollande et ses marchands. L'Angleterre aussi, dans une moindre mesure (protectionnisme et production nationale de plus en plus prospère, 3 guerres à la Hollande l'affaiblissant). Mais de 1680 à 1730, le système néerlandais se détériore et offre à l'Angleterre ce qu'il lui manquait : la possibilité d'emprunter (investissements hollandais). En Insulinde, c'est déjà la colonisation. 3 zones donc : le centre, la semi-périphérie dont le développement et la concurrence alimente le centre, les marges réduites à l'obéissance.

Comment expliquer le déclin d'Amsterdam ? Elle a subi le sort de tout capitalisme dominant, illustré dans les 3 crises de 1763, 1772-73, 1780-83. Elles sont *modernes* : crises de crédit et non pas enracinées sur les économies agricoles et industrielles. Cependant, en 1773, le coup part de Londres, signifiant par là qu'elle est première frappée et première guérie de la crise (comme NY en 1929) donc en passe de devenir centre de l'économie-monde. L'Angleterre, vaincue politiquement en 1783, triomphe donc économiquement. Alors les faiblesses hollandaises se révèlent d'un coup : inertie, morcellement, grogne générale => arrive la révolution batave, essentielle car précédant la française. Le pouvoir rétabli, une réaction violente s'organise, décentrant l'intérêt vers la France.

Les marchés nationaux

La notion de marché *national* semble aller de soi, c'en est loin. Fixer un avènement de l'Etat territorial reléguant la primauté de l'économie urbaine ? Mais passer de marchés régionaux à un marché national n'est pas spontané, mais œuvre d'une volonté politique (efficacité relative) et les tensions capitalistes du commerce : l'épanouissement des échanges *extérieurs* a précédé l'organisation du marché national. Voilà pourquoi les marchés nationaux se développent en priorité (à proximité du ou) au centre de l'économie-monde. Etudier les marchés nationaux pour les temps anciens pose de sérieux problèmes de méthode.

D'abord les divisions du marché national selon les espaces, de l'isolat à la province en passant par le canton et le pays. Longtemps les provinces font figure de nations et ont tenté d'organiser des marchés nationaux (*régionaux*, donc). Tout vaut pour elles comme pour les économies-mondes, *mutatis mutandis*. Un duel prolongé pour la primauté est signe de retard de développement. Ces marchés doivent s'ouvrir, se fondent à long terme en une unité nationale. Mais s'il y a un Etat national, le *marché* national se fait attendre : il est construit en dépit de tout (villes, provinces, étrangers, enclaves autosuffisantes) et exige une centralisation fiscale, militaire, administrative ou mercantiliste. Cette construction, longue à se dessiner, et due plus à la croissance économique qu'à l'élimination des douanes intérieures. Economie territoriale et économie urbaine ne diffèrent pas seulement par le volume et l'étendue, mais plus profondément leur organisation structurelle. Le système-ville échappe aux lourdeurs du primaire en important les matières premières

(peu importe qui les produit et comment), le système-nation doit l'intégrer : cela explique que les villes aient connu les premières réussites capitalistes, puis dépassées par les nations (pas trop petites) une fois l'équilibre agricole atteint. « Une fois constitué, le marché national est un surcroît de puissance. »

Peser globalement les économies nationales : patrimoine (stock), revenu national (flux), revenu *pro capite* (rapport). Bairoch a permis de définir un coefficient fiable pour le revenu *pro capite* (salaire réel), les travaux restent à faire. Il faudrait clarifier les distinctions progrès, développement, croissance. A-t-on des ordres de grandeurs fiables ? Wagemann permet de penser l'efficacité de densités de population en fonction du revenu national. Les études (Spooner) montrent une continuité dans la croissance européenne depuis la révolution industrielle des XIe-XIIIe, interrompue par la peste noire mais celle-ci a provoqué une récupération sans précédent. La montée de l'Etat depuis le XVe est alors la grande affaire de l'Europe. Et la France, première nation constituée, est victime de son gigantisme, son espace n'est jamais traversé en son entier. Elle ne prend pas pied en Italie, mais Gênes fait Lyon qui concurrence un temps Paris grâce à un certain capitalisme financier, assez tôt. Mais Paris n'est pas sur la Manche, sa suprématie ne sera pas complète. Cette opposition n'est pas la seule qui tend l'espace français : c'est l'intérêt d'une histoire différentielle que de les dévoiler (ligne Rouen – Genève ? marges maritimes vs. continentales vs. centre délaissé ?)

Le cas de l'Angleterre ensuite : cohérence du marché national, prééminence lente à installer. Les défaites d'un jour peuvent se révéler des victoires : ainsi l'Angleterre qui devient une île (échappant au gigantisme, protégée). La fixité de la livre est un élément crucial de sa grandeur (crédit facile, sécurité) qu'une série de solutions pragmatiques se trouvent être adoptées dans la voie de la sagesse et du long terme : clairvoyance stupéfiante ? contrainte insulaire ? conscience de l'ennemi à abattre selon les époques ? En tout cas, Londres crée le marché national en étant créée par lui : cas unique en Europe où une ville fait tout de A à Z. Encore fallait-il devenir Grande-Bretagne, s'imposer à des voisins réfractaires, dans la violence (le politique précède l'économique). Au moment des guerres d'Amérique, le marché des îles britanniques est bien dessiné, elles en sont un accélérateur et désormais, l'économie-monde européenne est maîtrisée. L'Angleterre a renoncé à une victoire militaire (Traité de Versailles) pour élargir ses marchés... la France, elle, tombe de Charybde (Hollande) en Scylla (Angleterre). Pourtant, le PNB de la France était 2 fois supérieur à celui de l'Angleterre : la grenouille a réussi à se faire plus grosse que le bœuf grâce à la richesse *artificielle* (le crédit).

Le monde pour ou contre l'Europe

Comment voir la non-Europe en elle-même ? Sans, encore, sa surpuissance industrielle, l'Europe tire sa substance et sa force en grande partie du reste du monde, pourtant plus peuplé et plus riche, rendant ainsi possible la RI. Mais y a-t-il une différence de nature entre Europe et reste du monde, autre qu'une différence *historique* ? Beaucoup de ressemblances, des décalages très légers, mais décalage malgré tout (cohérence, efficacité européennes... dues à son étroitesse ?). Il aura en tout cas fallu que les légères supériorités se traduisent en domination pour que la poussée européenne s'exerce.

Les Amériques : l'enjeu des enjeux, périphérie et écorce de l'Europe. Son immensité hostile va s'avérer favorable : la terre surabonde alors l'homme se valorise et doit y être tenu (servage, esclavage). « L'essence du mercantilisme, c'est l'esclavage. » (E. Williams). Les servitudes s'y succèdent : indienne, européenne, noire. Pour l'Europe, elles sont aussi contre : contre la balance commerciale positive pour les métropoles, querelle industrielle, choix de liberté (colonies anglaises), conflits marchands, contrebande massive. Cela reste le trésor des trésors, qui s'amenuise au XIXe, gaspillé dans des guerres d'indépendance et expériences d'importations techniques malheureuses.

L'Afrique Noire, elle, n'a pas été seulement saisie du dehors. Les Européens y rencontrent une poussière de tribus ou d'Etats médiocres et des Etats plus consistants à l'intérieur des terres seulement, protégés par l'épaisseur et par une densité de peuplement et une vigueur importantes. Les

économies sont primitives mais il y a des monnaies. Les ponctions de la traite implique un tonus économique certain et dépend aussi des modèles de sociétés de l'ouest africain. Non vigilante et faible, l'Afrique subit les impérialismes musulman et occidental. Et puis, l'Afrique pratiquait de longue date l'esclavage, structure endémique chez elle. La traite : moyen de se délivrer de surcharges d'hommes ?

La Russie, longtemps une économie-monde à elle seule. A demi-fermée (immensité accablante, population insuffisante, peu d'intérêt pour l'Occident), la Moscovie « choisit » l'Est : cause de son retard ou protection vis-à-vis du capitalisme européen qui vassalise la Pologne ? L'Etat y est un roc au milieu de la mer, tous subissent son autoritarisme (villes, masses paysannes, Eglise orthodoxe, boyards). Certes les fraudes sont infinies, mais ne limitent pas l'arbitraire du Tsar qui préserve une vie marchande autonome. La noblesse est mise au pas, pour survivre elle doit tenir ses paysans et le servage s'aggrave. Mais le paysan est plus soumis à la redevance en nature ou argent qu'à la corvée, ce qui laisse un accès au marché : la sujétion (jacqueries fréquentes, durement réprimées) s'accommode de libertés étranges avec une masse de paysans s'adonnant au petit et moyen commerce. Immense village, la Russie ne connaît que des villes-bourgs aux marchés minuscules mais marchés quand même. Economie-monde aux formes archaïsantes peut-être, centrée sur Moscou et inventant la Sibérie comme l'Europe les Amériques, le géant n'est pas en position de force et doit subir les intrusions européennes vis-à-vis desquelles, en résistant, elle se modernise (introduction du marché dans l'économie paysanne).

L'Empire Turc. Une Contre-Europe au pouvoir despotique mais qui autorise une *pax turcica*. Cette économie-monde est capable de borner l'Europe dans des limites fortes, et ce pendant longtemps. A la base, un espace surabondant, ensemble compact de terres et d'eau coupé par de multiples routes commerciales ; mais aussi l'héritage des villes musulmanes dont le survoltage dépasse de loin la « décadence » politique après 1550. Le commerce européen, souvent, ne fait qu'effleurer l'économie ottomane, *économie de bazar* (économie de marché autour des villes et foires régionales, transparence de l'échange). Le crédit se développe mal, l'argent ne fait souvent que traverser l'espace turc. Mais, encore au XVIIIe, l'économie turque n'est ni conquise ni marginalisée. Domine en effet l'univers caravanier, monopole de l'Islam ; et l'espace maritime est longtemps bien protégé : un *country trade* y occupe la majorité du trafic ; le café depuis Moka garde son importance ; des marchands contrecarrent les avancées occidentales (juifs, arméniens), artisans de la survie économique turque. Le déclin turque ne date alors que du début du XIXe, quand l'industrialisation emporte les archaïsmes et lourds héritages turcs.

Une super-économie-monde : l'Extrême-Orient. 3 économies-mondes – Islam, Inde, Chine – que l'on peut regrouper entre XVe et XVIIIe ? L'assemblage est fragile et intermittent et soumis à un double mouvement de bascule tantôt vers l'ouest (Islam) tantôt vers l'est (Chine), provoquant des bouleversements souvent multiséculaires. Le volume et la variété des trafic du réseau maritime justifie l'assemblage par l'historien. A condition d'en ajouter une 4^{ème} : l'intrusion européenne dont les moyens *apparents* contrastent violemment avec les résultats. Braudel se limite à l'exemple indien. C'est que l'Inde est d'abord conquise par elle-même. Et puis, l'accumulation de métal d'Amérique, force de l'Inde, est aussi sa faiblesse : l'Europe la tient en main en régulant son économie, sans que cela soit ressenti par les contemporains. Une supériorité consciente celle-là des Européens : le vaisseau de guerre et ses faciles victoires contre les pacifistes indiens. De là l'installation de comptoirs et factoreries, d'abord *ponctuelle* jusqu'à la conquête anglaise, mais pas anodine pour un sou car faisant le lien entre le capitalisme européen le plus avancé et les élites indiennes, mi-forcées mi consentantes. Se pose alors la question de l'histoire profonde de l'Inde. L'Inde, ce sont des villages, ouverts sur l'extérieur, d'une réactivité surprenante, et depuis des siècles monétarisés. Le sultanat de Dehli puis le Grand Moghol centralisent la coercition dans un « despotisme éclairé » soucieux de ne pas tuer la poule aux œufs d'or. Deux supériorités agricoles indiennes : deux récoltes par an et place prépondérante des cultures riches. La pauvreté rurale n'en est pas exclue, loin s'en faut (révoltes continuelles). Les innombrables artisans souffrent aussi,

condamnés par la structure sociale à des revenus bas ? et ce malgré une industrie navale flamboyante et le textile leader mondial. En Inde, tout circule et avec des cohérences, même s'il est excessif de parler de marché national. L'Empire Moghol, lourd, est malgré tout efficace dans un rôle structurant. C'est l'essoufflement au XVIIIe, l'Inde se coupe en deux, avec la complicité de l'économie qui s'offre à l'Angleterre ? La conjoncture hausse de la seconde moitié du XVIIIe le laisse penser. Puis c'est le recul au XIXe : le capitalisme indien se porte vers la finance, signe d'une fin de course mais sont plutôt en cause des raisons interne et externe. Interne : les bas salaires (thésaurisation, pas d'incitation au gain de productivité). Externe : l'Angleterre désindustrialisant l'Inde, retournant le coup de fouet contre elle au XIXe. Le point de confluence de cette économie-monde : l'Insulinde avec Malacca saisie de l'extérieur jusqu'en 1641 (prise par les Hollandais, mise au second plan) puis Batavia, puis Calcutta à la fin du XVIIIe.

Le tableau de la non-Europe est incomplet, mais ce qui manquerait toujours : des chiffres. Or, ceux-ci montrent (P. Bairoch) que l'Europe était moins riche que l'univers qu'elle exploitait, encore au moment des guerres napoléoniennes. Alors, si les structures socio-économiques (plus que techniques) ont permis la RI en Europe, celle-ci s'avère être un fantastique instrument de *destruction des concurrences internationales* : l'égalité ancienne (1400 – 1850) se rompt, le fossé ne pouvant alors que s'élargir, sous l'effet d'une distorsion entamée au XVe siècle.

Révolution industrielle et croissance

Elle émerge vers 1750-60 en Angleterre, mais n'est-elle pas commencée depuis des siècles ? Massive, elle n'est pas non plus totalité, il faut la mettre à sa place. Le terme, rendu classique par Toynbee, est justifié parce que temps court et temps long cohabitent toujours : même un *take off* (Kuznets) se prépare longtemps à l'avance. La lenteur explique l'aveuglement des contemporains à son encontre (Smith, Ricardo, Say) et des premiers analystes (Marx, Weber, Sombart), jusqu'aux historiens d'aujourd'hui... qui la regardent au prisme des pays sous-développés et leurs goulets d'étranglement, supposés éclairer *a contrario* sur la réussite anglaise (marché national centre de l'économie-monde). Et combien de révolutions avortées ? Depuis l'Egypte ptolémaïque (vapeur), brimée par l'esclavage ? à moins que ce soit Rome qui a fermé l'économie-monde (Carthage, Grèce, Alexandrie, Orient) ? Et la *première révolution industrielle d'Europe* (chevaux et moulins XIe – XIIIe), au milieu de révolutions concomitantes (agricole, urbaine, division du travail, élargissement de l'espace économique) laminée par la fabuleuse récession (1350-1450) ? Et celle des temps d'Agricola et Léonard de Vinci ? Milan échoue de n'être pas en position dominante (place prise par Venise, Gênes). Enfin, la première révolution anglaise 1560-1640 (John U. Nef) : ici un essor plus net encore avec une amplitude inédite apportée à des techniques toutes importées, puis l'usage du coke (bois rare, rivières calmes) ; mais laissant des secteurs à la traîne (métallurgie, draperie), et se heurtant à la crise du XVIIe (ralentissement démographique, mais du coup hausse du revenu *pro capite*). Toutes ces révolutions ne s'accumulent-elles pas ? Le processus est endémique sur le continent : c'est pourquoi il sera vite touché et le reste du monde rencontrera des obstacles.

Quel modèle ? Il n'y en a pas. La prendre secteur par secteur ? Ce n'est pas satisfaisant, mais sans autre solution, on y est contraint. En 1^{ère} ligne : l'agriculture, dans un interminable processus. Mais est-elle *en avant* de la révolution industrielle ? Autre secteur : la montée démographique, énorme au XVIIIe, complétée par une immigration voisine et l'utilisation d'une main d'œuvre docile. Mais là encore : cause ou conséquence ? moteur ou gêne ? Cette évolution semble suivre le mouvement industriel (courbes de natalité / mortalité). Et la technique : condition nécessaire, certainement pas suffisante. Bairoch n'y voit pas le *primum mobile*, et sans doute a-t-il raison contre Marx : encore faut-il se saisir du *possible* élargi par la technique. Lever de rideau de la RI, le coton a vu ensuite son rôle minoré, alors qu'il est responsable du *take off* par la fantastique marge de profit qu'il a permis, même son rôle dans l'explosion machiniste est mineur. Ensuite viendra la métallurgie. Ne pas oublier, pour ce XVIIIe anglais, la révolution commerciale à associer à l'évolution interne (industrielle) : certes les échanges intérieurs sont 2 à 3 fois supérieurs aux extérieurs, mais ceux-ci dégagent les profits sur lesquels flotte la réussite anglaise. Il reste que la

multiplication des transports intérieurs (mers, canaux, routes à péage, rails en bois puis en fer) donne une vitalité inédite au marché national. Tout cela lent, très lent, et n'avançant pas pour autant vers un but précis, mais le rencontrant, parce que la RI est prise dans un ensemble plus vaste qu'elle.

Cet ensemble : la modernisation, lui-même pris dans la *croissance*. Croissance *équilibrée* (longue durée) ou croissance *déséquilibrée* (événementialiste) ? La 1^{ère} suggère que tous les secteurs sont ensemble en mouvement ; la 2^{nde} qu'au contraire, un secteur avance devant. Réconcilier les approches en distinguant plutôt croissance *continue* et *discontinue* (Kuznets). Mouvements longs et mouvements courts se superposent en effet. La croissance d'Ancien Régime est discontinue la moderne continue (depuis 1850). Alors seulement, prix et salaires réels montent ensemble : fin de la divergence PNB / revenu *pro capite*. Pour une croissance continue, il faut que le temps long ait fabriqué le potentiel de croissance (c. équilibrée) et qu'à chaque aléa de conjoncture, un nouveau moteur prenne le relais (c. déséquilibrée) et ce sans fin. Avec la croissance se pose la question de la *division du travail* : les manufactures sont la première économie d'échelle, sur le chemin d'un abandon du *putting out system* (travail à domicile et familial, entre ville et campagne, donc). Cette division du travail touche tous les étages (syndicalisme ; avènement du capitalisme industriel). Comme en miroir apparaît alors l'explosion tertiaire, souvent dévalorisée, mais indubitable signe de croissance (banques, Etat, avocats, médecins...). Le capitalisme, même devenu triomphalement industriel, n'est pas que cela : il est aussi financier, il est aussi marchand. Les 3 coexistent plus que se succèdent, l'un dominant suivant les opportunités et taux de profit. Cela selon la conjoncture, certes fabriquée en partie par le centre, mais qui fait bouger tout le monde ensemble (le centre moins fort que les périphéries qui subissent les bouillonnements). Conclure sans oublier que le prix du passage à une croissance continue a été payé par les masses (à la fois en Angleterre jusqu'en 1850 puis dans les périphéries) dont le bien-être s'est dégradé. Enfin, la croissance continue est-elle assurée pour toujours (ce qui repose la question de la crise de 1972-74).

En manière de conclusion : Réalités historiques et réalités présentes

Braudel a donc fait du capitalisme un modèle multiséculaire jeté à la mer : « Flotte-t-il ? Navigue-t-il ? » Pour éclairer différemment ce travail, il traite enfin du temps présent. De fait, la biographie du capitalisme se perpétue, à condition d'éviter l'erreur consistant à le décrire par phases successives. Capitalisme marchand, industriel et financier cohabitent, et le propre du capitalisme, c'est la possibilité de choisir, de virer de bord : c'est le secret de sa vitalité. Henry Hope (1784) : « il est fréquemment malade, il ne meurt jamais. » Eviter aussi l'erreur de penser que le capitalisme enveloppe tout, de haut en bas. Il n'est que l'étage supérieur et vit de l'ordre social, adversaire et complice de l'Etat, de la culture, des classes dominantes. Tout peut en effet devenir une arme pour le capitalisme, qui a malgré tout perdu sa bonne conscience originelle comme le montre l'expérience de 1968 (H. Marcuse). Mais tout passe, et la société fait marcher sa capacité d'absorption (la Renaissance aboutit au *Prince* de Machiavel, à la Contre-Réforme).

Le capitalisme survivra-t-il ? Il n'est ni « l'homme malade » qui fascinait pourtant Marx, ni le stade ultime qu'on cru identifier Weber ou Sombart. Mais pour être remplacé, il faudrait peut-être qu'un frère très ressemblant émerge. Il ne devrait pas s'écrouler de l'intérieur, pense Braudel, et ce qui le menace idéologiquement peut le renforcer économiquement en faisant disparaître les petits et archaïques, et en accélérant la centralisation et la concentration du capitalisme (Marcuse). A l'échelle internationale aussi, les crises frappent les plus faibles, renforcent les plus forts, malgré certains remaniements géographiques (passage de l'Atlantique au Pacifique dit Attali en 1979). Pour le renverser, les sociétés devraient abandonner « traditions et générations antérieures » (Marx), inégalités (Sartre), mais aucune ne l'a encore fait. L'expérience socialiste n'a su préserver liberté à la base, culture indépendante, économie de marché sans jeu de dés pipés, fraternité (elle n'a abattu qu'une hiérarchie, l'économique). Une telle lucidité est-elle possible ? Lui laisserait-on le temps d'œuvrer ?

Dernier point, malgré tout : la distinction entre économie de marché et capitalisme. Même Marx et Lénine jugeaient le capitalisme sainement concurrentiel : qu'il est surprenant qu'ils n'aient pas vu son caractère monopoliste ! Encore en 1979, l'image persiste. Et pourtant le capitalisme est un superlatif, l'étage des monopoles au-dessus de l'étage concurrentiel de l'économie de marché. Voilà comment échapper au *tout ou rien* : il serait impossible de conserver l'économie de marché sans laisser toute liberté aux monopoles ; ou alors, on ne pourrait se débarrasser des monopoles qu'en nationalisant à tout va. C'est une double erreur, que le programme du Printemps de Prague avait su déjouer. Si la gauche ne sait pas maintenir les libertés et mobilités de l'entreprise, elle ne peut que remplacer un monopole (Capital) par un autre (Etat) et donc ne susciter aucun enthousiasme électoral. Les solutions économiques étendant le secteur du marché ne manqueraient pourtant pas, qui mettraient à son service ce qu'un groupe dominant se réserve jusque-là. Seulement, comment envisager que les pays dominants, ou les groupes dominants à l'intérieur de ceux-ci, acceptent de passer la main ? Le problème premier est donc social.